

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUNS AUX DEUX LOTS (CCAP)

L'Acheteur exerçant la Maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Est

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Travaux d'entretien et de créations d'ouvrages de protection contre les risques
rocheux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

| | |
|---|----|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| 1-1. Objet du marché et Normes..... | 4 |
| 1-2. Intervenants et forme des notifications..... | 4 |
| 1-3. Point de départ du délai d'exécution des bons de commande..... | 7 |
| 1-4. Passation des commandes..... | 7 |
| 1-5. Décomposition en tranches et en lots..... | 8 |
| 1-6. Sous-traitance..... | 8 |
| 1-7. Dispositions générales..... | 9 |
| 1-8. Clauses de réexamen du marché public..... | 12 |
| 1-9. Ordres de service..... | 12 |
| 1-10. Propriété intellectuelle..... | 12 |
| 1-11. Règlement général sur la protection des données (RGPD)..... | 12 |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 13 |
| ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 13 |
| 3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes..... | 13 |
| 3-2. Variation dans les prix..... | 16 |
| 3-3. Paiement direct des sous-traitants..... | 18 |
| 3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives..... | 18 |
| 3-5. Augmentation du montant des travaux..... | 18 |
| ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION-PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES..... | 18 |
| 4-1. Durée du marché et délais d'exécution..... | 18 |
| 4-2. Pénalités pour retard d'exécution..... | 19 |
| 4-3. Autres pénalités..... | 19 |
| ARTICLE 5. AVANCE..... | 22 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..... | 23 |
| 6-1. Provenance des matériaux et produits..... | 23 |
| 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt..... | 23 |
| 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits..... | 23 |
| ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ..... | 23 |

| | |
|---|----|
| 7-1. Conditions d'exécution..... | 23 |
| 7-2. Conditions d'intervention..... | 24 |
| 7-2.1. Période..... | 24 |
| 7-2.2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité..... | 25 |
| 7-3. Piquetage général..... | 25 |
| 7-4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés..... | 25 |
| 7-5. Déclaration d'intention de commencer les travaux..... | 25 |
| 7-6. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)..... | 25 |
| 7-7. Réalisation des travaux à proximité de réseaux..... | 26 |
| ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX..... | 26 |
| 8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux..... | 26 |
| 8-2. Études d'exécution des ouvrages..... | 26 |
| 8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément..... | 27 |
| 8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers..... | 27 |
| 8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé..... | 30 |
| 8-6. Journal de chantier..... | 30 |
| ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX..... | 31 |
| 9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 31 |
| 9-2. Réception..... | 31 |
| 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage..... | 32 |
| 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages..... | 32 |
| 9-5. Documents fournis après exécution..... | 32 |
| 9-6. Garantie des prestations..... | 32 |
| 9-7. Garanties particulières..... | 32 |
| ARTICLE 10. MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION..... | 33 |
| 10-1. L'engagement d'insertion | 33 |
| 10-2. Les modalités de mise en œuvre..... | 33 |
| 10-3. Les publics visés..... | 33 |
| 10-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales..... | 34 |
| 10-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion..... | 34 |
| ARTICLE 11. RÉSILIATION..... | 35 |
| ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | 36 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le terme “marché” désigne un “accord-cadre mono-attributaire à bons de commande”

RA : Représentant de l'Acheteur

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

- Elles concernent des travaux de sécurisation contre les éboulements rocheux :

Le lieu d'exécution des travaux est le réseau routier État du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté de la DIR Est.

Les lieux d'exécution des travaux sont les suivants :

- Département du Doubs (25) avec la RN57 et la RN83
- Département du Jura (39) avec la RN83 et la RN5
- Département de la Haute-Marne (52) avec la RN19
- Département de la Haute-Saône (70) avec la RN19 et la RN57
- Département des Vosges (88) avec la RN66

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 2 lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 2 lots.

1-2. Intervenants et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

- Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service régional d'exploitation et d'ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC) ou son représentant ou le chef de l'Unité Ingénierie Routière (UIR) ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- b) communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- c) réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (MOE). (CCAG art. 41.1.2)
- d) réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du MOE (CCAG art. 41.1.2)
- e) signature des ordres de service entraînant une modification contractuelle (CCAG art. 3.8.1).

1-2.2. Conduite d'opération

Le conducteur d'opération est :

Direction Interdépartementale des Routes Est

Service d'Exploitation et d'Ingénierie Routière de Franche-Comté

Unité d'Ingénierie Routière

5 voie Gisèle Halimi

BP 31269

25005 Besançon cedex

1-2.3. Maîtrise d'oeuvre

Les maîtres d'oeuvre sont :

- GEOLITHE

181 rue des Bécasses

Cidex 112 F

38 920 CROLLES

ou

- UIR

5 voie Gisèle Halimi

25005 BESANCON cedex

1-2.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Bureau APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE

3 rue de l'Euron – 54320 MAXEVILLE

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-2.5. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage du chantier (OPC) est assurée par :

- GEOLITHE

181 rue des Bécasses

Cidex 112 F

38 920 CROLLES

ou

- UIR

5 voie Gisèle Halimi
25005 BESANCON cedex

1-2.6 Autres intervenants

La gestion et l'exploitation du domaine routier sont assurées par :
Direction Interdépartementale des Routes Est
Service d'Exploitation et d'Ingénierie Routière de Franche-Comté
District de Besançon
Petite Vèze – RD 104
25660 LA VEZE

1-2.7. Formes de notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire de la messagerie.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via la messagerie ou la plate-forme de dématérialisation du maître d'ouvrage, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1-3. Point de départ du délai d'exécution des bons de commande

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Le délai d'exécution démarre à la date inscrite sur le bon de commande , ou à défaut la date de notification du bon de commande, ou, à défaut, de la date de rectification de celui-ci.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de 3 mois.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le Chef du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté ou son adjoint (SREI-FC) ou le chef de l'Unité Ingénierie Routière (UIR) ou son adjoint.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation de l'ouvrage ;
- La date et durée de la période de préparation
- La date et la durée des travaux ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- La catégorie de la voie, le point routier du lieu des travaux ;
- La quantité commandée par poste ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Les plus-values éventuelles pour travail de nuit et/ou jour férié, ou en urgence ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les éventuelles mesures particulières à prendre concernant la sécurité et la protection de la santé et en particulier, celles ayant trait aux dispositions à prendre par l'entreprise du fait d'un travail à proximité de voie(s) sous circulation routière ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- Le nom du coordonnateur SPS.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux est allotie, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après :

| Désignation des lots | |
|-----------------------------|---|
| Lot 1 ÉTAT | Petits travaux, y compris interventions d'urgence sur le réseau du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC) |
| Lot 2 ÉTAT | Gros travaux, création d'ouvrages sur le réseau du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC) |

1-6. Sous-traitance

La sous-traitance peut intervenir en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire ne peut pas faire exécuter la totalité des prestations objets du marché à des sous-traitants.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessous.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

avec copie au maître d'œuvre.

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

La combinaison signature électronique et manuscrite n'est pas souhaitée.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur la DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Tous les actes rapportés à ce marché, cités sur le site de la Direction des Affaires juridiques du MINEFI, à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> et se rapportant à la phase d'exécution de ce marché, seront signés obligatoirement par signature électronique, dont les spécifications seront conformes à l'annexe 12 du CCP.

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

“ J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-1-4.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.”

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire, ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG travaux.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

En complément de l'article 8 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Clauses sociales et environnementales

1-7.4.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

La Fabrique Emploi et Territoires en Bourgogne-Franche-Comté estime que le volume d'heures généré sur les 4 ans de vie du présent marché (1 h d'insertion par tranche de 10 000 euros HT), peut être mutualisé, réalisé d'affilée et permettre à l'entreprise attributaire d'embaucher une personne en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, par exemple.

Concernant la technicité des métiers exercés, il peut être intégré par l'entreprise un public plus qualifié tel que des jeunes diplômés ou des seniors demandeurs d'emploi de longue durée.

On peut également viser des métiers périphériques à l'activité principale du marché, tels que le secrétariat administratif, financier ou comptable.

1-7.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, le titulaire veillera à l'intégration de l'aspect environnemental dans ses interventions, notamment en termes de réduction de l'impact de ses travaux sur la faune et la flore, de gestion des déchets, de limitation des émissions de gaz à effet de serre et de qualité environnementale des matériaux.

1-8. Clauses de réexamen du marché public

Les conditions de réexamen du marché public sont celles prévues à l'article L.2194-1 du CCP. Les conditions d'exercice du contrat pourront être modifiées sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

1-9. Ordres de service

Les modalités d'exécution des prestations sont définies dans les bons de commande. Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

En complément de l'article 3.8 du CCAG, la signature du titulaire est requise.

1-10. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

1-11. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le non-respect de ces obligations par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités prévue à l'article 4-3.9 du présent CCAP et devient un nouveau cas de résiliation du contrat pour faute.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement par lot (**daté et signé par les représentants habilités des parties au moment de la notification**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 2 lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 2 lots ;
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) par lot ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- - Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de respect de l' Environnement (SOPRE)

B – Pièces non contractuelles

- Le mémoire technique fourni dans l'offre ;
- Les décompositions des prix unitaires et forfaitaires (SDPF) ;
- Le Détail Estimatif Quantitatif (DQE) par lot ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis selon :

Les dispositions de l'article 9 du CCAG Travaux ;

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des sujétions liées à l'environnement, notamment :
 - des dispositions prises par l'entreprise pour l'approvisionnement en eau du chantier et les éventuelles démarches nécessaires,
 - récupération et traitement des eaux de chantier avant rejet dans le milieu naturel,
 - proximité des zones urbanisées,
 - maintien en parfait état de propreté et de sécurité des espaces publics (notamment voiries, rétablissements piétons, accès riverains) ainsi que les propriétés privées,
 - contraintes liées à la limitation des nuisances bruit, vibrations, poussières,

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOPRE ;
- En tenant compte de toutes les précautions liées à la protection de l'environnement ;
- En tenant compte du phasage des travaux, notamment :
 - principes d'exploitation définies ci-après,
 - délais d'instruction des dossiers d'exploitation et de signature des arrêtés de circulation,
 - délais de contrôle.
- En tenant compte des **sujétions d'accès** ;
- En tenant compte des délais d'exécution restreints qui peuvent conduire le titulaire à s'organiser en travail posté.
- En tenant compte des risques liés à la réalisation de travaux étrangers au marché, et pour lesquels l'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever une réclamation.
- En tenant compte des contraintes et sujétions techniques d'exécution particulières suivantes :
 - présence d'équipements à protéger,
 - nature du revêtement en place.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

- La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché,
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

Le titulaire devra s'enquérir auprès d'un service de prévision météo reconnu le plus proche du lieu d'exécution du chantier, comme Météo France, la veille d'une intervention sur le terrain, des conditions météorologiques prévisibles. Si elles justifient a priori une intempérie, le titulaire devra informer l'Unité d'Ingénierie Routière et le CEI concerné du SREI-FC et le Service signataire de la commande concernée au plus tard avant 15h00 la veille. Le titulaire devra décommander les éventuels moyens d'accès dont il a la charge, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation de la part de la DIR Est.

Ces seuils constituent des intempéries qui suspendent l'exécution du marché. Il incombe au titulaire de fournir pour chaque ouvrage, les données de la station météo du poste météorologique le plus proche de l'ouvrage à inspecter, dont les relevés feront foi. La durée d'exécution de la prestation relative à un ouvrage sera prolongée. Les prestations faites dans les conditions météorologiques justifiant d'une intempérie ne seront pas acceptées par le RA.

3-1.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-1.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Chaque commande pourra donner lieu à un paiement partiel ou définitif suivant les dispositions de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG.

3-1.4. Modalités de transmission et de paiement

3-1.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme “facture” désigne dans le présent marché “le projet de décompte”.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

La dématérialisation des projets de décompte avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne du projet de décompte. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l’intermédiaire d’un portail tiers.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l’URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d’utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Un abonnement préalable à l’espace « **factures de travaux** » dans **Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- **Cadres de facturation** : A4 : projet de décompte mensuel
ou

- **Cadres de facturation** : A7 : Projet de décompte final

- **Maîtrise d’œuvre** : SIRET de la DIR Est 13000153000331

- **Maîtrise d’ouvrage** : SIRET de la DIR Est 13000153000331

- **Destinataire** : SIRET de la DIREST 13000153000331

- **Numéro de l’Engagement Juridique du marché (EJ)** : indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par **13xxxxxxx**

- **Numéro (EJ) du bon de commande** : indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par **14xxxxxxx**.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter obligatoirement, les mentions prévues à l’article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : **13xxxxxxxx**
- Le n° d'EJ du bon de commande en **14xxxxxxxx**

La liquidation des paiements sera assurée par le Bureau Administratif Général du SREI FC.

3-1.4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours, modalité en vigueur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-1.5. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-1.6. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-2. Variation dans les prix

En complément à l'article 9-4 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-2.1. Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités de variation des prix fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4, ci-dessous.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, comme indiqué en page 1 de l'Acte d'Engagement (AE).
- Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).
- Les prix supplémentaires proposés par le titulaire et arrêtés par le maître d'œuvre sont valorisés sur la base économique du "mois zéro (m_0)" et non pas sur la base économique du mois de la demande de prix supplémentaires.

3-2.3. Choix de l'index de référence

- L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est « **Travaux Publics** »

| Index pour les deux lots | Désignation |
|---------------------------------|--|
| TP02 | Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation – Base 2010 |

3-2.4. Modalités de révision des prix

- Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

- I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
- I_n = Valeur du dernier index de référence I prise au mois de réalisation des prestations

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des travaux ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG travaux, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le RA règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à

un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

3-3. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP .

3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les prescriptions du CCAG s'appliquent.

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix nouveaux deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-5. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation aux articles 14.3 et 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du bon de commande sans notification d'un OS préalable du Maître d'oeuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG, le Maître d'oeuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du bon de commande.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION- PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de mille euros (1 000 €).

4-2.2. Pénalités pour retard d'intervention d'urgence

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux d'urgence, une pénalité journalière de trois mille euros (3 000 €).

4-2.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-3. Autres pénalités

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-3.6 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai global des travaux. En cas de retard, par rapport à la fin du délai défini dans la commande, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de **trois cents euros (300,00 €)**.

4-3.2. Documents de traçabilité des déchets

Conformément à l'article 36.2 du CCAG travaux, et afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité. Ainsi, il devra remettre au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de défaut caractérisé de transmission des documents au maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 36.2 du CCAG Travaux : une pénalité de **cent euros (100,00 €)** est appliquée par jour de retard.

4-3.3. Documents fournis après exécution

- Documents nécessaires à l'exécution du marché :
 - En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.
- Documents fournis après exécution du marché :
 - En cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **cent euros (100,00 €)**.

4-3.4. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation (établies par commande si nécessaire), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.

4-3.5. Rendez-vous de chantier

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **trois cents (300,00 €) euros** .

4-3.6. Clauses sociales lot 1 et lot 2

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de **soixante euros (60,00 €)** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des documents au maître d'ouvrage dans les conditions définies au présent CCAP : une pénalité de cent euros (100,00 €) est appliquée par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-3.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de **mille euros (1 000,00 €)** pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-3.8. Non respect des règles d'hygiène et de sécurité

En cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, formalisé par un constat d'évènement, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à **trois cents (300,00 €) euros** .

4-3.9. Non-respect des règles générales sur la protection des données (RGPD)

En cas de non-respect des règles générales sur la protection des données (RGPD) formalisé par un constat d'évènement, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à **trois cents (300,00 €) euros**.

Pour chacune des pénalités ci-dessus, le point de départ correspond à la date inscrite au constat.

4-3.10. Non-respect de l'environnement

Pénalité pour irrespect du PRE :

Après constatation du maître d'oeuvre, le titulaire encourt une pénalité fixée à **cinq cents euros (500 €)** par journée calendaire d'infraction constatée.

Pénalité pour infractions de comportement et atteintes à l'environnement :

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets),
- mauvaise organisation et non-application du tri sélectif des déchets sur le chantier
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol,
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet,
- stockage d'hydrocarbures et autres produits polluants sans mise en place de dispositif de rétention étanche.

Après constatation du maître d'oeuvre, le titulaire encourt une pénalité fixée à **cinq cents euros (500 €)** par journée calendaire d'infraction constatée.

4-3.11. Autres pénalités diverses

Non-respect du Plan d'Assurance Qualité :

En cas de non-respect des procédures ou d'un des éléments du Plan d'Assurance Qualité, le titulaire encourt une pénalité journalière de **cinq cents euros (500 €)** par procédure ou élément non respecté.

Non-remise ou retard de remise du journal de chantier :

Le titulaire encourt une pénalité de **deux cents euros (200 euros)** par journée calendaire en cas de retard dans la remise du journal de chantier ou de non-remise du journal de chantier. Dans un délai de 10 jours calendaires.

Pénalités relatives à la signalisation et au non-respect des mesures de sécurité :

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, en cas de non-respect à l'une des dispositions de l'article 8.4.4 du CCAP, du PPSPS des entreprises, au prix 105 - signalisation de chantier", même pour un seul dispositif non-conforme, non fourni, non remplacé ou pour une prestation non effectuée, l'entreprise subira une pénalité de **cinq cents euros (500 €)** par jour calendaire et équipements ou dispositifs de signalisation concernés, sans mise en demeure préalable, après constatation du maître d'œuvre ou de l'exploitant.

En outre, en cas de stationnement d'un véhicule ou d'un engin, sans protection adéquate acceptée par le maître d'œuvre et pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement d'une chaussée, le véhicule ou l'engin sera immédiatement évacué aux frais du titulaire et le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **cinq cents euros (500 €)** par engin.

Astreinte :

En cas d'impossibilité de contacter l'entreprise au numéro d'astreinte, le titulaire encourt une pénalité journalière de **cinq cents euros (500€)** .

Patrouille :

En cas d'absence d'intervention pour la mise en conformité du balisage dans le temps imparti défini au bordereau des prix ou en cas d'absence de patrouille, le titulaire encourt une pénalité de **cinq cents euros (500€)** . journalière.

Levée des réserves :

En cas d'irrespect des délais fixés par la décision de réception avec réserves, il sera appliqué une pénalité journalière de **cinq cents euros (500 €)** en cas de retard par rapport aux délais fixés lors des opérations de réception.

ARTICLE 5. AVANCE

Avances :

Les modalités de règlement de l'avance répondent aux articles 10 option A du CCAG Travaux.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande

diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée, ou à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois.

Si le titulaire du marché admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1.4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du bon de commande, la liste nominative du personnel appelé à intervenir sur le projet et conforme à l'offre remise par le titulaire. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Elle sera dans tous les cas soumise à validation du représentant de l'acheteur.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du représentant de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du représentant de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le RA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes ;
- Les moyens d'accès aux zones de travaux, à l'initiative du titulaire (y compris nacelle positive si nécessaire).

7-2. Conditions d'intervention

7-2.1. Période

La période d'intervention s'étend de sept heures à dix-neuf heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Pour certains travaux ou dans le cas de travaux d'urgence, les contraintes d'exploitation peuvent impliquer des périodes d'intervention de nuit, de week-end ou de jour fériés. Dans le cas de contraintes ferroviaires, le titulaire devra se plier aux créneaux définis par le gestionnaire du réseau ferroviaire.

7-2.2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

7-3. Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre afin de délimiter l'emprise des travaux.

7-4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 et au dernier alinéa de l'article 27.3.3 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

7-5. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt.

Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants.

Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-6. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-7. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le cas échéant, le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution de travaux.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Établissement et remise au maître d'oeuvre et à l'exploitant du Dossier d'Exploitation Sous Chantier suivant le modèle remis dans un délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande.
- Établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux dans un délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande, accompagné :
 - du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement et remise au maître d'oeuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux
- Établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du PRE, dans le délai de 30 jours à compter de la notification du bon de commande.
- Établissement et fourniture des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, à l'occasion de chaque commande.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 4 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'oeuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d’agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d’agrément demandés par le maître d’œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l’application des articles 31 à 35 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l’entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux

La nature et l’étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l’intervention du coordonnateur SPS.

L’intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l’obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l’exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu’elles sont nécessaires à un corps d’état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu’il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d’ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- pour les voies communales : les communes concernées en fonction de la localisation des ouvrages à traiter ;
- pour les routes départementales : le Conseil départemental concernées en fonction de la localisation des ouvrages à traiter ;
- pour les routes nationales : la Direction Interdépartementale des Routes Est – SREI FC

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie, ainsi qu'au manuel du chef de chantier.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle

différente de celle prévue à l'origine.

Aucun dispositif de signalisation n'est mis à disposition du titulaire.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par le titulaire et comprendra la mise en place et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires. Leur déplacement et leur maintenance pendant toute la durée des travaux, est assurée par le titulaire à ses frais.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores auto-adaptatifs.

Dès que la situation l'exigera la signalisation des tronçons mis en sens unique alterné sera réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10. L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquets K10 est assurée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 – paragraphe C : matériels mobiles – alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre

L'emploi d'explosifs pourra être accepté par le représentant de l'acheteur pour les travaux de déroctage et de microminage. À cette fin, le titulaire devra disposer de toutes les autorisations (Agrément à la connaissance des mouvements de produits explosifs) et le personnel chargé de ces opérations devra obligatoirement disposer de l'habilitation nécessaire (Habilitation à la garde, la mise en œuvre et l'emploi de produits explosifs) conformément au Code de la défense. Le maître d'ouvrage devra être avertie au minimum 3 jours avant et le titulaire se chargera des procédures administratives éventuelles.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34.2 et 34.3 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- accord préalable des maires des communes concernées en cas d'emprunt éventuel de voies communales, fixant les conditions dans lesquelles elles sont empruntées, l'état dans lequel elles se trouvent.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

De manière générale, le maître d'œuvre pourra exiger l'achèvement, le samedi, le dimanche ou un jour férié, de tous les travaux dont l'exécution conditionnerait la sécurité de la circulation publique. Si cette éventualité se produisait du fait ou par la faute du titulaire, ce dernier ne pourra prétendre à aucune indemnité ou prolongation de délai.

Les conséquences de l'exploitation des routes nationales en période de fort trafic, périodes au cours desquelles la délivrance d'autorisation de transports exceptionnels est susceptible d'être refusée, ne pourront être le motif d'une prolongation du délai contractuel d'exécution ou d'une réclamation quelconque. Les dispositions de la circulaire fixant la liste annuelle des jours « hors chantiers » sont réputées connues du titulaire. Ces journées ne donneront lieu à aucune prolongation du délai contractuel d'exécution.

Les prix et les délais d'exécution tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Journal de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

La présence du titulaire sera obligatoire à chaque réunion de chantier ; la date fixée sur le compte-rendu fera office de convocation pour la réunion suivante des entreprises dont la présence est requise.

Le titulaire et tous les participants pourront formuler leurs observations sur le compte-rendu lors de la réunion suivante ou bien par courrier envoyé au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, un journal de chantier sera tenu par le titulaire.

Il sert à enregistrer :

- des mesures d'ouvrage ou de parties d'ouvrage,
- une estimation des degrés d'avancement ou des quantités,
- des événements susceptibles d'influer sur l'économie du chantier,
- les conditions climatiques et les intempéries,
- des circonstances particulières (qualité des terrains, contraintes de chantier non prévues...),
- les moyens employés par le titulaire en personnel et en matériel,
- les prestations réalisées,
- les différences par rapport aux tâches décrites dans le dossier de consultation, s'il y a lieu,
- tout élément concernant la sécurité.

Les « événements environnementaux » seront également clairement mentionnés dans le journal de chantier, permettant au maître d'œuvre de suivre le bon déroulement du chantier vis à vis des problématiques d'environnement.

Ces entrées « environnement » dans le journal peuvent notamment comprendre le cas échéant :

- suivi et résultats des mesures effectuées,
- état des zones sensibles à préserver,
- entretien du système d'assainissement provisoire,

- suivi des déchets du chantier : copies des bordereaux de suivi des déchets de chantier avec les parties « entreprises » remplies,
- mouvement sur le chantier des produits toxiques : identification, quantification des produits toxiques ou polluants sortant du chantier avec mention du mode de transport et du transporteur ainsi que du destinataire,
- incidents et anomalies environnementales,
- toute autre information pertinente.

Ce journal de chantier sera complété chaque jour, signé et remis à la demande au représentant du maître d'œuvre. Le journal de chantier ne remplace en aucun cas la constatation.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Par dérogation à l'article 24.4 du CCAG, les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- les plans d'exécution et les notes de calculs conformes aux ouvrages exécutés ;
- les procès-verbaux de réunions,
- les notices de fonctionnement,
- le dossier de synthèse du Plan d'Assurance Qualité, les fiches de suivi et les éventuelles fiches de non-conformité closes,
- les procès-verbaux de réception des matériaux,
- les procès-verbaux des essais, mesures et constatations,
- le journal de chantier,
- les comptes-rendus de chantier,
- les photos des travaux,
- le calendrier réel d'exécution,
- le rapport des incidents de chantier,
- le suivi géométrique des ouvrages,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance.

Le titulaire remet au maître d'oeuvre tous les documents, sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

9-6. Garantie des prestations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Garantie particulière du système de protection des structures métalliques :

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par galvanisation à chaud sur les dispositifs de sécurité et de retenue pendant un délai de douze ans et son aspect pendant un délai de cinq ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

ARTICLE 10. MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

La DIR EST, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions aux articles L.2112-2 à L. 212-4 du CCP et 20.1 du CCAG en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au présent marché.

10-1. L'engagement d'insertion

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cela consiste, pour l'entreprise attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous.

10-2. Les modalités de mise en œuvre

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.
- 3ème modalité : recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI).

10-3. Les publics visés

- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « École de la 2ème chance ».

- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou de CAP Emploi... peuvent être considérées comme relevant des publics éligibles au dispositif.

L'éligibilité des publics positionnés devra être validée préalablement à la mise en poste par La Fabrique Emploi et Territoires.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché le nombre minimal d'heures suivant :

| Lot | Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché |
|-----|--|
| N°1 | 1 heure par tranche de 10 000 euros HT |
| N°2 | 1 heure par tranche de 10 000 euros HT |

10-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

– Contact :

Mme Karine REGNAULT – Coordinatrice Régional BFC

LA FABRIQUE EMPLOI ET TERRITOIRES

5, Allée de la Louée

58000 NEVERS

Tél : 06 48 69 42 17

Courriel : k.regnault@lafabriquemploi.fr

10-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À cet effet, il produit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale et son évaluation : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, etc.

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4-3.6 ci-dessus.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles,
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, la maîtrise d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAP.

ARTICLE 11. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 49 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique via PLACE .

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP , du RC et de l'AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

| | | |
|-------------|---------------------|---|
| CCAP 1.7.3 | déroge à l'article | 8.1.3 du CCAG |
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.1 du CCAG |
| CCAP 3-1.5 | déroge à l'article | 10.4 du CCAG |
| CCAP 3-5 | déroge à l'article | 14.3 et 14.4.3 du CCAG |
| CCAP 4-2 | déroge à l'article | 19.2.3 du CCAG |
| CCAP 4-2.1 | déroge à l'article | 19.2.3 du CCAG |
| CCAP 4-2.2 | déroge à l'article | 19.2.3 du CCAG |
| CCAP 4.3.11 | déroge à l'article | 52.1 du CCAG |
| CCAP 6.3 | déroge à l'article | 24.7 du CCAG |
| CCAP 7-3 | déroge à l'article | 27.1 du CCAG |
| CCAP 7-4 | déroge aux articles | 27.3.1 et au dernier alinéa du 27.3.3 du CCAG |
| CCAP 8.1 | déroge aux articles | 28.1 et 28.2 du CCAG |
| CCAP 8-2 | déroge à l'article | 29.1.4 du CCAG |
| CCAP 8-4.8 | déroge à l'article | 34-1 du CCAG |
| CCAP 8.6 | déroge à l'article | 28.5 du CCAG |
| CCAP 9-1.1 | déroge aux articles | 24.4 et 24.7 du CCAG |
| CCAP 9-1.2 | déroge à l'article | 38 du CCAG |
| CCAP 9-2.1 | déroge aux articles | 41-1.2 et 41-1.3 du CCAG |
| CCAP 11 | déroge à l'article | 50.3.1 du CCAG |

| | | |
|--------|--------------------|---------------|
| RC 3.2 | déroge à l'article | 8.1.3 du CCAG |
|--------|--------------------|---------------|

| | | |
|--------------|--------------------|------------------------------|
| CCTP 1.3.2 | déroge à l'article | 34.1 du CCAG |
| CCTP 2.5.5.5 | déroge à l'article | 8.4.2.4 fascicule 65 du CCTG |